

De la chute de l'URSS à la « poutinisation » de la Russie



Voilà déjà 20 ans que l'URSS a laissé place à la Fédération de Russie sur la mappemonde. Deux décennies durant lesquelles ce pays continent de 142 millions d'habitants a été le théâtre de profondes transformations sociales et politico-économiques. Partagé entre la nostalgie de l'ère soviétique et le désir d'ouverture sur la mondialisation, le peuple russe se retrouve aujourd'hui au cœur d'une séquence électorale dont l'issue quasi certaine provoque agitation populaire et controverses. Analyse.

PAR PHILIPPE GORTYCH

Qui pouvait croire que lorsque Vladimir Poutine a été élu président de la Russie en l'an 2000, il serait en bonne posture pour remporter un troisième mandat douze ans plus tard ? Dans la perspective de l'élection présidentielle de mars prochain, où la victoire lui semble toujours promise malgré les très récentes contestations des résultats des législatives, Vladimir Poutine est bien parti pour occuper la tête de l'État jusqu'en 2018 au moins.

Limité par la Constitution à deux mandats consécutifs, Vladimir Poutine dut céder les rênes du Kremlin à son jeune dauphin Dmitri Medvedev lors du scrutin présidentiel de 2008. Représentant le parti présidentiel Russie unie, ce dernier remporta très largement l'élection avec 70,23 % des suffrages, puis nomma Vladimir Poutine au poste de Premier ministre dans la foulée.

LE « TSAR » POUTINE

Cette stratégie politique qui avait pour but de préparer le retour de Vladimir Poutine au palais présidentiel en 2012 n'a d'ailleurs pas échappé aux observateurs politiques. À tel point que certains d'entre eux sont allés jusqu'à écrire que le président Medvedev était la « marionnette » de Poutine. Une observation en partie vraie, car sur les dossiers clés qui ont trait à la politique étrangère, le Premier ministre Poutine a porté les habits du chef de l'État, et ce n'est pas donc pas sans raison que la revue *Forbes* lui a attribué en novembre dernier la position de deuxième homme le plus influent du monde, juste derrière Barack Obama.

Installés aujourd'hui aux deux plus hauts postes de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, 59 ans, et Dmitri Medvedev, 46 ans, sont les héritiers politiques de l'URSS qui, deux décennies après sa chute, est toujours présente dans la conscience collective russe. Selon un sondage réalisé en mars 2011, 58 % des Russes regretteraient la fin de l'URSS et le rang de superpuissance qu'on lui attribuait. Vladimir Poutine déclara un jour que « celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, celui qui la regrette n'a pas d'intelligence ».

Aujourd'hui un habitant sur deux estime que le pays « va dans la mauvaise

direction ». En effet, l'euphorie qu'a suscitée l'espoir de démocratie et de liberté en 1991 appartient désormais à l'histoire ancienne. D'ailleurs, on note qu'au cours des trois dernières années, pas moins de 1,2 million de Russes ont décidé de quitter leur patrie.

LE SAUT PÉRILLEUX VERS LE CAPITALISME

Lors de la chute de l'URSS, l'ex-apparatchik Boris Eltsine, nouvel homme fort de la Russie, a donné une impulsion sans doute trop libérale au pays en décidant de privatiser rapidement biens nationaux et terres. Cela a conduit à l'enrichissement très rapide d'une petite caste d'oligarques durant la première moitié des années 1990. Parmi les hommes qui ont défrayé la chronique, on peut notamment citer Roman Abramovitch, Mikhaïl Khodorkovski ou encore Boris Berezovski.

Ils ont notamment profité de ces privatisations hâtives et d'un système à la dérive dans lequel tout ce qui n'était pas explicitement interdit ou encadré par la loi devenait rapidement source d'enrichissement personnel ; bien entendu contre l'intérêt collectif et trop souvent grâce à la corruption, avec les amitiés bien enracinées de l'époque soviétique.

Ces pratiques ont engendré dans les années 1990 un affaiblissement de l'État

fédéral, d'énormes disparités entre les plus riches et les plus pauvres, et ont plongé l'économie dans le rouge. Cette dernière connut de telles dérégulations que le taux de chômage a littéralement explosé, l'industrie s'effondrant et l'inflation atteignant le pic vertigineux de 1 000 % !

Il faudra attendre l'an 2000 et l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin pour que la situation institutionnelle et économique se redresse peu à peu. En instaurant un régime présidentiel fort, le successeur de Boris Eltsine a replacé la Russie sur l'échiquier mondial, notamment grâce au commerce de matières premières comme le pétrole, dont la Russie est à ce jour le premier producteur mondial. Selon les toutes dernières statistiques, on estime la production quotidienne russe d'or noir à 10,54 millions de barils. Pour comparaison, ses concurrents directs, l'Arabie saoudite et les États-Unis, produisent respectivement 8,8 et 7,8 millions de barils par jour.

Le président russe a également resserré les liens avec des partenaires comme le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Ukraine, malgré l'épisode hostile de la Révolution orange à Kiev, passée aujourd'hui aux oubliettes avec l'arrivée au pouvoir du président prorusse Victor Ianoukovitch et le procès de l'ex-Premier ministre ukrainien Ioulia Timochenko,

LE SPORT, UNE FUTURE VITRINE PRESTIGIEUSE POUR LA RUSSIE

Depuis les Jeux olympiques d'été de Moscou en 1980, la Russie n'a pas véritablement organisé de compétition sportive internationale majeure. Mais d'ici moins de deux ans, le pays va entamer une séquence sportive de six années, source de prestige pour son image.

Cette épopée commencera en 2013 avec l'organisation des mondiaux d'athlétisme à Moscou. L'année 2014 sera marquée par une double actualité sportive dans la station balnéaire de Sotchi, située au bord de la mer Noire et surnommée la « Riviera russe ». Tout d'abord les Jeux olympiques d'hiver, puis l'organisation du premier Grand Prix de Formule 1 de Russie.

En 2016, Moscou et Saint-Petersbourg accueilleront le Championnat du monde de hockey sur glace. Enfin, en 2018, le pays aura l'honneur d'organiser un autre évènement sportif majeur pour la première fois de son histoire : la Coupe du monde de football.

Outre la grande fierté qu'elles apporteront aux Russes, ces manifestations sportives sont un formidable défi sur le plan économique, avec la construction de nouvelles infrastructures sportives, hôtelières et de communication. Un défi qui n'aurait peut-être pas été possible sans l'implication toute personnelle de Vladimir Poutine, ceinture noire de judo, qui ne manque pas une occasion pour montrer aux médias qu'il est un homme sportif.



condamnée en octobre dernier à sept ans de prison pour abus de pouvoir.

Quant au gaz, autre pan majeur de l'économie russe, sa production s'est élevée à 583 milliards de mètres cubes en 2009, ce qui a placé le pays en seconde position juste derrière les États-Unis (624 milliards de mètres cubes).

Durant ses deux mandats, Vladimir Poutine a également déclaré la guerre à la fraude fiscale et à la corruption omniprésente dans les affaires, ce qui aura notamment pour conséquence l'arrestation de grands oligarques. L'affaire la plus retentissante concerne Mikhaïl Khodorkovski, ancien dirigeant de la compagnie pétrolière russe Ioukos, qui a été emprisonné en 2003 en Sibérie pour vol par escroquerie à grande échelle et évasion fiscale.

UNE SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ALARMANTE

Alors que la Russie compte à ce jour quelque 142 millions d'habitants, ce qui fait d'elle le neuvième pays le plus peuplé au monde, elle est confrontée au grave problème de sa dépopulation depuis la chute de l'URSS. Pour illustrer cela, quelques chiffres suffisent : dans les années 1976-1991, l'URSS a enregistré 36 millions de naissances, tandis que durant la période 1992-2007, ce chiffre

est tombé à 22 millions. Aujourd'hui, on estime que le pays perd chaque année entre 700 000 et 900 000 habitants.

Selon l'Institut de démographie, le pays pourrait perdre jusqu'à 12 millions d'habitants d'ici 2025. À cela deux explications : la première est le déséquilibre entre le taux de mortalité (1,54 %) et le taux de natalité (0,91 %) ; la seconde concerne la surmortalité masculine : l'espérance de vie des femmes (73 ans) est nettement supé-

rieure à celle des hommes (64 ans). Cette surmortalité est causée par les maladies cardio-vasculaires, les accidents de la route mais aussi et surtout par l'alcool, véritable fléau national. Beaucoup d'ivrognes meurent de froid l'hiver. En 2008, le président Medvedev avait promis de faire de la lutte contre l'alcoolisme un chantier prioritaire, avant d'avouer l'année suivante que « *le résultat [était] nul* ».

Et pourtant, ce ne sont pas les mesures anti-alcool qui ont manqué (augmentation des prix, restriction des heures de vente, tolérance zéro au volant...). En juillet dernier, le chef de l'État est même allé jusqu'à signer une loi énonçant que la bière est de l'alcool. À ce jour, on estime que l'alcool est responsable de 400 000 décès par an.

Conséquence directe de cet effondrement démographique, la Russie compte de moins en moins de personnes en âge de travailler. Et ceux qui font aujourd'hui le plus cruellement défaut sur le marché du travail sont les cadres qualifiés, dont le pays a besoin pour moderniser son économie. Pour ne rien arranger à la situation, un Russe sur cinq avoue vouloir quitter son pays.

Pour tenter d'enrayer tant bien que mal ces statistiques alarmantes, la Russie n'a d'autre choix que d'attirer une force de travail hautement qualifiée. Car si elle n'apporte pas rapidement une réponse concrète à ce dossier, elle mettra en péril son essor économique.

DES LÉGISLATIVES ENTACHÉES DE FRAUDES MASSIVES

En recueillant 49,54 % des suffrages, Russie unie a enregistré une nette baisse par rapport à 2007 où 64 % des électeurs l'avaient soutenue. Malgré ce recul du parti présidentiel, un fort vent de contestation a soufflé dès l'annonce des premiers résultats officiels. Cela a très rapidement donné lieu à des centaines d'arrestations d'activistes anti-Poutine. Pour sa part, le dernier président de l'URSS et prix Nobel de la Paix 1990 Mikhaïl Gorbatchev s'est rallié aux opposants en réclamant publiquement la tenue de nouvelles élections.

Car il faut dire que durant ce scrutin, Internet et les réseaux sociaux ont joué un rôle très important, mettant en évidence des irrégularités. Dans des vidéos amateurs diffusées sur YouTube, on a pu voir des urnes bourrées à l'avance (dans la région de Rostov, au Sud du pays, on a recensé 146,37 % de votants !) ou bien encore des bulletins de vote qui ont pu être falsifiés car cochés avec des stylos effaçables. À ce propos, l'ONG L'Observateur citoyen estime que sans ces fraudes, Russie unie n'aurait pas dépassé la barre des 30 %.

Durant le week-end qui a suivi les élections, les manifestations anti-Poutine se sont étendues à la province. Pour les limiter, le chef des services sanitaires russes a conseillé aux opposants de ne pas prendre part aux rassemblements sous prétexte qu'« *ils favorisent la diffusion rapide des virus* », tandis que les élèves des lycées moscovites se sont vu imposer un contrôle surprise samedi.

UNE ÉCONOMIE EN PLEIN ESSOR DÉVORÉE PAR LA CORRUPTION

À lui seul, le PIB russe reflète parfaitement le double visage de son économie. En 2010, dans la tourmente de la crise économique mondiale, le pays a enregistré un bond de 4 points de son PIB – mais la corruption équivaldrait à 50 % du PIB ! Alors que le salaire moyen atteignait en 2010 les 530 euros, on note parallèlement que le pot de vin moyen s'élevait lui à 1 500 euros. Selon un rapport de l'ONG Transparency International, la Russie se situe au 154^e rang sur 178 des pays les plus corrompus. Pour autant, elle prévoit quand même une croissance de 4,5 % par an, et ce jusqu'à 2015.

Cette dynamique vient en grande partie de l'exportation de ses richesses naturelles, comme l'or noir, mais aussi le gaz qui va encore prendre de l'importance grâce à la mise en service des gazoducs Nord Stream (long de 1 224 km, il relie la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique) et South Stream (long de 3 600 km, il alimentera en gaz russe l'Europe occidentale via la mer Noire et les Balkans dès 2015) dont l'objectif est de contourner l'Ukraine.

L'immense manne financière générée par ces exportations reste toutefois assez fragile, car dépendante des fluctuations du cours des matières premières sur le marché mondial.

Les élections législatives du 4 décembre dernier, qui étaient annoncées comme une forme de scrutin test avant la présidentielle de mars prochain, ont été marquées par un affaiblissement marqué de Russie unie et d'intenses manifestations anti-Poutine visant à contester les résultats (voir encadré).

Pour autant, le retour de Vladimir Poutine au palais présidentiel en 2012 s'annonce quasi certain, à tel point que certains observateurs vont même jusqu'à parler d'une « brejnévisation » du pouvoir.

Car s'il fait son retour au Kremlin pour un troisième mandat, l'ancien agent du KGB compte bien s'inscrire dans la durée. L'allongement du mandat présidentiel de quatre à six ans voté par le Parlement en 2008 vient soutenir cette thèse.

Son prochain grand chantier devrait être la création d'une Union eurasiatique qui s'appuiera sur la doctrine de l'eurasisme née dans les années 1920, selon laquelle la Russie devrait former un troisième continent entre l'Europe et l'Asie.

Pour Vladimir Poutine cette Union eurasiatique sera principalement l'occasion de renforcer l'influence de la Russie dans la région et de resserrer ses relations avec le Kazakhstan et la Biélorussie, avec lesquels elle forme une Union douanière depuis 2010. De plus, cette Union eurasiatique aura également pour ambition de concurrencer l'Union européenne qui traverse actuellement la plus grave crise de son histoire.

Dernier enjeu de cet ambitieux projet, la volonté de la Russie de recréer une forme d'empire (la « Grande Russie ») avec les anciennes républiques soviétiques. Un rapprochement qui permettrait notamment à Moscou d'avoir des moyens de pression économiques et énergétiques sur ces États (baltes et du Caucase en particulier), avec le gaz en première ligne, mais aussi géostratégiques et diplomatiques, principalement dans sa lutte d'influence avec les États-Unis.

Quant à savoir, si le futur (et ex-)président russe pourra de nouveau effectuer deux mandats consécutifs et rester au Kremlin jusqu'en 2024 pour redonner à la Russie son rang de superpuissance, l'avenir nous le dira. ■

